

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 24/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEMEX (Anneville et Yville/Seine)

Lieux-dits Plaine du Manoir Brésil
Le Sablon
76480 Anneville-Ambourville

Références : UDRD-2024-12-T-899
Code AIOT : 0005802728

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement CEMEX (Anneville et Yville/Seine) implanté Lieux-dits Plaine du Manoir Brésil Le Sablon 76480 Anneville-Ambourville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrivait dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées relative au contrôle des conditions d'admission des déchets inertes non-dangereux au sein des ISDI (installations de stockage de déchets inertes) et des carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX (Anneville et Yville/Seine)
- Lieux-dits Plaine du Manoir Brésil Le Sablon 76480 Anneville-Ambourville
- Code AIOT : 0005802728
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La carrière CEMEX du Manoir Brésil extrait des sables et graviers, hors d'eau. L'extraction est autorisée jusqu'en 2036.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
2	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I	Demande d'action corrective	2 mois
6	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
4	Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
5	Remblayage par des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3-II	Sans objet
7	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'une procédure d'acceptation préalable et de documents d'acceptation préalable, mais des modifications sont à apporter à ces documents. Les analyses réalisées sur les déchets reçus doivent aussi être complétées pour s'assurer de leur caractère non-dangereux.

L'exploitant remplit l'application RNDTS comme demandé par la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Document préalable - annexes
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant: - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - l'origine des déchets; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats : L'exploitant a présenté les documents d'acceptation préalables utilisés (DAP), qui contiennent les champs d'information suivants : <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et son numéro SIRET;- le nom et les coordonnées du client et son numéro SIRET;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et leur numéro SIRET;- l'origine géographique des déchets;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement;- la quantité de déchets concernée en tonnes ;- un engagement du producteur et du client sur l'origine des déchets et leur respect des procédures en vigueur et des valeurs réglementaires ;- des commentaires permettant de préciser d'avantage les caractéristiques du déchet et l'existence d'éventuelles analyses préalables à l'acceptation. L'inspection a consulté les DAP correspondant aux prélèvements faits sur le terrain lors de la visite (cf point de contrôle n°4). Les DAP consultés appellent plusieurs observations de la part de l'inspection : 1/ L'identité du producteur n'est pas correctement remplie. Dans le cas d'une barge chargée à Paris par CEMEX, c'est le nom de CEMEX qui apparaît en producteur, et non celui du donneur d'ordre du chantier. De même, le chantier est identifié comme étant le quai de chargement. Ceci constitue une rupture de traçabilité, et ne permet pas de relier les déchets à leur producteur réel. 2/ Le DAP lié à la même barge est édité pour une durée d'un an et une quantité de 100 000 tonnes. La procédure d'acceptation préalable (cf point de contrôle n°6) prévoit une analyse préalable à l'édition d'un DAP longue durée. La diversité des chantiers d'origine des déchets pour atteindre 100 000 tonnes est trop importante pour s'en tenir à une seule analyse. Sur ce point, CEMEX indique que chaque barge fait l'objet d'une analyse avant son expédition, et les résultats sont connus avant que les déchets ne soient remblayés sur la carrière. 3/ Les cases "Producteur" et "Demandeur" sont signées électroniquement, sans nom, sans tampon. Il n'y a aucun moyen de savoir qui a procédé à la signature.

4/ L'engagement concernant le chantier distingue deux cas. "Le chantier n'est pas connu comme étant contaminé ou potentiellement contaminé" et "Le chantier est connu comme étant contaminé ou potentiellement contaminé". La formulation utilisée dans le premier cas, avec le terme "potentiellement", laisse un flou quant à l'état de connaissance du chantier. Et, en cas de doute, il convient de considérer le chantier comme potentiellement contaminé, et donc exiger des analyses permettant de s'assurer du caractère inerte et non dangereux.

Par ailleurs, le DAP consulté, relatif au chantier de Moulineaux (n°TRI-24-J452-85), signale un chantier "pas connu comme étant contaminé...", alors que les coordonnées géographiques et les références cadastrales du chantier renvoient vers un bâtiment. Par défaut, tout chantier sur un bâtiment doit être considéré comme potentiellement contaminé.

5/ Dans tous les cas, les DAP présentés ne permettent pas de savoir le type de chantier à l'origine du déchet (aménagement, réseau, démolition, etc).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : l'exploitant doit mettre à jour son modèle de DAP pour tenir compte des observations de l'inspection formulées dans les constats ci-dessus. Un modèle mis à jour est transmis sous 2 mois. De plus, l'exploitant doit remplir ses DAP de manière à s'assurer que le producteur soit bien le responsable du déchet en amont.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2-I

Thème(s) : Risques chroniques, justification de la non-dangereusité

Prescription contrôlée :

Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :

- des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;

Constats :

Les DAP consultés par sondage portent sur des codes déchets 17 05 04.

L'exploitant dispose d'un logiciel interne lui permettant de vérifier, pour chaque déchet objet d'un DAP, si l'origine géographique des terres entraîne une suspicion de pollution. En cas de doute, l'exploitant demande des analyses portant sur les paramètres du pack ISDI (critères de l'arrêté ministériel du 12/12/2014), et les métaux sur brut.

Pour les déchets provenant d'Île de France (plate-forme de regroupement CEMEX), une analyse est systématiquement réalisée avant le chargement de la barge. Le DAP contrôlé par sondage portant sur la dernière barge arrivée sur site, est accompagné d'un rapport d'analyse portant sur les paramètres de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, les COV, les sulfates et

sulfures car contexte pyrite, et comporte des essais sur éluat. Les résultats ne montrent pas de non-conformité.

Cependant, les analyses ne portent pas sur les paramètres COHV, et ne permettent donc pas de s'assurer du caractère non-dangereux des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : l'exploitant doit compléter ses analyses internes sur les déchets avec les paramètres COHV, afin de confirmer le caractère non-dangereux. À titre d'exemple de la mise en oeuvre de cette pratique, il transmettra une copie d'un rapport d'analyse réalisé sur le chargement d'une barge à recevoir prochainement, sous 2 mois, avec une copie du DAP et l'extrait du RNDTS correspondant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, justification du caractère inerte

Prescription contrôlée :

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
 - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
 - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.
- Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II

Constats :

Les DAP consultés rappellent les obligations du producteur en matière de déchets inertes.

L'exploitant a déclaré que, pour les déchets ne venant pas déjà d'une entité Cemex (livrés par camion depuis des chantiers régionaux), la localisation du chantier était contrôlée sur un logiciel développé en interne pour vérifier s'il y a un doute sur la caractéristique polluée du site. En cas de doute, l'exploitant a déclaré que le chargement était stocké sur site, qu'une analyse était faite (pack ISDI et métaux sur brut), et que le remblaiement n'intervenait qu'après réception des résultats d'analyses conformes.

Pour les déchets venant d'autres sites Cemex (livrés par barges), il s'agit de regroupements de chantiers d'Île-de-France. Le caractère inerte des déchets est contrôlé en amont du regroupement.

L'exploitant a expliqué que la composition de chaque barge était tracée en interne, même si elle n'apparaît pas dans les DAP ou les déclarations RNDTS. Ce choix résulte du nombre important

(parfois plusieurs dizaines) de chantiers pouvant être regroupés dans une barge. L'exploitant a présenté ses logiciels internes de suivis des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, résultats des analyses du prélèvement inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a fait procéder à des prélèvements de déchets présent sur site, pour analyse. Trois prélèvements portent sur les déchets acheminés par le dernier bateau arrivé à quai (gravats et bétons bruts), dont deux sur les gravats et un une des croûtes d'enrobé identifiées en surface parmi les gravats. Un quatrième prélèvement porte sur le dernier camion déchargé au casier n°1. Les résultats sur les déchets du camion n'appellent aucune remarque et sont conformes. Les résultats sur les déchets de la barge montrent des teneurs élevées en sulfates et en fraction solubles, supérieures aux seuils de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, mais conformes aux seuils de l'article 8.8.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2018 modifié (terres "K3+"). Les résultats sont donc conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remblayage par des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3-II
Thème(s) : Risques chroniques, absence de matériaux interdits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; - les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
<p>Constats :</p> <p>En surface des déchets remblayés, l'inspection a constaté la présence de certains matériaux interdits (fers à béton, ruban de LED, croûte d'enrobé), en faible quantité, caractéristique des déchets de chantier du BTP. À côté des casiers n°1 et n°2, l'exploitant a disposé une benne de tri, et un panneaux rappelant les consignes et les déchets interdits.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
N° 6 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Autre, contenu de la procédure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :- [...] - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; [...]</p> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis sa procédure d'acceptation préalable des déchets, dans sa version du 14 décembre 2022. Celle-ci a déjà fait l'objet de constats et de demandes de modification par l'inspection des installations classées, à l'occasion d'une visite sur le site de BOUAFLES (27). Des échanges sont déjà en cours avec l'exploitant pour la mise en conformité de ce document. L'inspection ne formule donc pas de demande complémentaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°3 :</u> l'exploitant doit mettre à jour la procédure d'acceptation préalable des déchets, conformément aux demande l'inspection faites à BOUAFLES en 2023, sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois
N° 7 : Traçabilité des déchets
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres</p>

excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.

Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments [...]

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant remplit l'application RNDTS. L'ensemble des opérations de Cemex Nord Ouest est suivi par une personne dédiée, qui complète le RNDTS mensuellement.

L'exploitant a présenté sa méthode et ses applications développées en interne pour permettre sa saisie. Une application suit les DAP, et les bons de livraisons associés. Les informations liées aux bons de livraisons sont traitées pour correspondre au format RNDTS.

Une part importante des flux de déchets gérés est échangée entre des sites Cemex (Port de chargement de barges et carrières par exemple), ce qui facilite le traitement des registres entrée/sortie.

La composition de chaque barge est détaillée dans une application interne, qui donne le détail de chaque bon de livraison chargé sur le bateau, ce qui permet de maintenir une traçabilité des déchets jusqu'au site de remblaiement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 : les identifiants utilisés par l'exploitant sous le RNDTS, pour les sites qu'il gère, rendent la recherche complexe pour l'inspection, car ce ne sont pas les raisons sociales des sites qui sont utilisées, mais les noms des communes d'implantation. Il est demandé à l'exploitant d'améliorer ce point ou, a minima, de fournir à l'inspection la liste des identifiants et SIRET associés à ses sites, au moins sur le périmètre de la Normandie et des sites fournisseurs de déchets pour la Normandie, sous 1 mois.

Type de suites proposées : Sans suite